COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 3878 [2004/202591]

12 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la procédure d'examen des demandes d'habilitation à enseigner en langue d'immersion

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 2 et 3 du décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 mars 2004;

Vu le protocole de négociation syndicale conclu le 19 avril 2004 au sein du Comité de Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section II, réunis conjointement;

Vu l'avis n° 37.033/2 du Conseil d'Etat donné le 28 avril 2004 sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2° des lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'urgence d'adopter le présent arrêté résultant de la nécessité de permettre aux intéressés de prendre connaissance de la procédure à suivre pour introduire valablement leur demande et d'obtenir, s'il échet, une habilitation à enseigner en langue d'immersion avant le début de la prochaine rentrée scolaire et d'être recrutés conformément aux règles statutaires;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports, du Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E., du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial et de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Enseignement de Promotion sociale;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Section 1re. — Définitions

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1. « Commission » : la Commission d'habilitation à enseigner en langue d'immersion instituée par le décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement;

2. « habilitation » : la décision par laquelle le Gouvernement, après avis de la commission, autorise à exercer des fonctions d'instituteur ou de professeur de cours généraux chargés de cours en immersion, à leur demande, les porteurs d'un diplôme ou certificat d'étude étranger délivré au terme d'un enseignement en langue néerlandaise, anglaise ou allemande et habilités dans le pays de délivrance dudit diplôme ou certificat à exercer des fonctions d'enseignant dans l'enseignement reconnu dudit pays.

Section 2. — De la Commission

Art. 2. La commission est composée :

1.du directeur général de la Direction générale des personnels de l'enseignement de la Communauté française, qui en assure la présidence;

2. d'un membre, agent de ladite direction générale, titulaire d'un grade de rang 12 au moins;

3. de deux membres, agents de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire, titulaire d'un grade de rang 10 au moins, et y affectés à des tâches de gestion administrative des demandes d'équivalence académique et de reconnaissance professionnelle de diplômes ou certificats d'études étrangers;

4. de trois membres, représentants de chacune des organisations syndicales présentes au Comité de négociation, secteur IX, créé en exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Chaque membre est pourvu d'un suppléant.

En l'absence du président, la commission est placée sous la présidence de l'agent visé au point 2, alinéa 2, du présent article, ou si besoin de son suppléant.

La commission peut, en fonction des besoins, s'adjoindre le concours d'experts, notamment des membres des services d'inspection de l'enseignement.

Le secrétariat de la commission est assuré par un agent des services du Gouvernement, administration générale des personnels enseignants, titulaire d'un grade de rang 10 au moins.

Section 3. — Procédure

Sous-section 1re. — Introduction et instruction des demandes

Art. 3. Les demandes d'habilitation sont introduites sous pli recommandé auprès du Gouvernement, à l'attention du directeur général de la Direction générale des personnels de l'enseignement de la Communauté française, à l'adresse postale des services du Gouvernement.

Art. 4. Les demandes sont formulées conformément au modèle fixé à l'annexe 1re du présent arrêté.

Le requérant joint à sa demande les documents suivants :

1. une copie certifiée conforme du diplôme sur la base duquel le requérant est habilité, dans le pays où il a été délivré, à exercer des fonctions d'enseignant;

2. l'original d'une attestation établie conformément au modèle repris à l'annexe 2 du présent arrêté par l'autorité compétente du pays de délivrance du diplôme pour certifier le respect par le demandeur des conditions d'exercice de fonctions d'enseignant dans l'enseignement reconnu dudit pays ou, à défaut, tout document émanant de ladite autorité et établissant le respect par le requérant desdites conditions; la signature de cette autorité apposée sur l'attestation ou, à défaut, sur chacun des documents probants est, sauf convention internationale contraire, légalisée par la mission diplomatique ou le poste consulaire belge compétent pour ce pays;

3. une copie des documents établissant son identité;

4. un « curriculum vitæ », rédigé en langue française, faisant état s'il échet de l'expérience professionnelle acquise en qualité d'enseignant.

A chacun des documents énumérés aux points 1 et 2 de l'alinéa précédent est jointe, en original, sa traduction établie par un traducteur juré auprès d'un tribunal belge.

Art. 5. Le secrétaire assure, sous le contrôle du président, l'instruction des demandes.

En cas de doute quant à l'authenticité des documents déposés à l'appui d'une demande, le président peut prendre toute disposition utile à leur vérification, notamment exiger du demandeur des renseignements ou des documents complémentaires.

Lorsqu'une demande est en état d'être soumise à l'examen de la Commission, le Président en fait part au demandeur.

Sous-section 2. — Examen des demandes d'habilitation

Art. 6. La commission se réunit chaque année dans le courant du mois de novembre. Elle se réunit en outre à tout autre moment, en fonction des besoins, à l'initiative de son président.

Le président convoque les membres. Le membre empêché convoque son suppléant.

Elle se réunit valablement lorsqu'au moins la moitié de ses membres sont présents.

Ses avis sont pris à la majorité simple des voix exprimées par les membres présents.

En cas de parité, la voix de son président est prépondérante.

Sous-section 3. — Des habilitations

Art. 7. Le Gouvernement, après avis de la Commission, fonde sa décision sur les seuls effets professionnels conférés, par les autorités compétentes en matière d'enseignement du pays de sa délivrance, au diplôme ou certificat d'études étranger dont l'habilitation à enseigner en langue d'immersion est sollicitée.

La décision portant habilitation à l'exercice de fonctions en langue d'immersion fait l'objet d'un arrêté du Gouvernement précisant :

1. celle des fonctions d'instituteur maternel chargé de cours en immersion, d'instituteur primaire chargé de cours en immersion, de professeur de cours généraux au degré inférieur chargé de cours en immersion, ou de professeur de cours généraux au degré supérieur chargé de cours en immersion que le porteur du titre pédagogique étranger est habilité à exercer;

2. la langue d'immersion dans laquelle cette fonction peut être exercée;

3. le diplôme d'instituteur maternel ou préscolaire, d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur auquel le titre pédagogique étranger correspond, sans spécification pour les deux derniers quant à, respectivement, la section ou le groupe dont ils relèvent.

S'agissant des fonctions de professeur de cours généraux chargé des cours en immersion, ledit arrêté énumère la ou les matières que le porteur du titre objet de l'habilitation est habilité à enseigner.

Chaque décision, accompagnée d'une copie de l'avis de la Commission, est notifiée au demandeur sous forme de copie certifiée conforme envoyée sous pli recommandé.

Art. 8. Le Ministre ayant les statuts des membres des personnels de l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 mai 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
Ch. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme Fr. DUPUIS

Annexe 1re

Demande d'habilitation à l'exercice de fonctions en langue d'immersion

Le (La) soussigné(e)

NOM :

PRENOM :

Nationalité :

née)à ..... (1) le ..... (2)

Titulaire du diplôme de ..... (3), délivré le ..... (4),

par ..... (5),

habilité(e)s à enseigner ..... (6) les matières dont l'énumération suit

-

-

à des élèves ou étudiants en âge de scolarité habituel de (7)

3 à 6 ans : ☐

6 à 12 ans : ☐

12 à 15 ans : ☐

15 à 18 ans : ☐

en langue (8)

Néerlandaise : ☐

Anglaise : ☐

Allemande : ☐

sollicite par la présente l'habilitation à exercer en Communauté française de Belgique la fonction de : (9)

Instituteur(trice) maternel(le) chargé(e) de cours en immersion ☐

Instituteur(trice) primaire chargé(e) de cours en immersion ☐

Professeur de cours généraux au degré inférieur chargé de cours en immersion ☐

Professeur de cours généraux au degré supérieur chargé de cours en immersion ☐

dans ladite langue et pour lesdites matières.

Je joins à la présente (10) :

☐ une copie certifiée conforme du diplôme sur la base duquel je suis habilité(e), dans le pays où il a été délivré, à exercer des fonctions d'enseignant(e) mieux précisées ci-dessus, ainsi que, en original, sa traduction établie par un traducteur juré auprès d'un tribunal belge.

☐ l'original d'une attestation, ou tout autre document, établi par l'autorité compétente du pays de délivrance de ce diplôme, certifiant que je respecte les conditions d'exercice de ces fonctions d'enseignant(e) dans l'enseignement reconnu dudit pays ainsi que, en original, sa traduction établie par un traducteur juré auprès d'un tribunal belge; la signature de cette autorité est légalisée par le poste consulaire ou diplomatique belge situé dans ce pays.

☐ une copie des documents établissant mon identité;

☐ un « curriculum vitæ » rédigé en langue française faisant état, s'il échet, de l'expérience professionnelle acquise en qualité d'enseignant(e).

Je prends connaissance de ce que toute décision portant habilitation à l'exercice de fonctions en langue d'immersion ne constitue que le titre de capacité à l'exercice de telles fonctions, sans préjudice du respect des autres conditions requises pour y être recruté(e) ou nommé(e) (11).

Fait à ..... (12), le ..... (13)

Signature, précédée de la mention manuscrite « Certifié sincère et véritable ».

(1) Ville et pays de naissance.

(2) Date de naissance.

(3) Intitulé du diplôme sur la base duquel vous êtes habilité(e) à exercer des fonctions d'enseignant(e).

(4) Date de délivrance de ce diplôme.

(5) Nom de l'établissement d'enseignement qui vous a délivré ce diplôme et pays où il est situé.

(6) Pays dans lequel vous êtes habilité à exercer des fonctions enseignantes.

(7) Cocher l'âge de vos élèves qui ne présentent aucun retard dans leur scolarité.

(8) Cocher la langue dans laquelle vous enseignez.

(9) Cocher la fonction pour laquelle vous sollicitez l'habilitation.

NB :

La fonction d'instituteur(trice) maternel(le) est exercée en Communauté française de Belgique pour des élèves, en âge habituel de scolarité, âgés de 3 à 6 ans.

La fonction d'instituteur(trice) primaire est exercée en Communauté française de Belgique pour des élèves, en âge habituel de scolarité, âgés de 6 à 12 ans.

La fonction de professeur de cours généraux au degré inférieur est exercée en Communauté française de Belgique pour des élèves, en âge habituel de scolarité, âgés de 12 à 15 ans.

La fonction de professeur de cours généraux au degré supérieur est exercée en Communauté française de Belgique pour des élèves, en âge habituel de scolarité, âgés de 15 à 18 ans.

(10) Cocher les documents que vous joignez à votre demande. Votre attention est attirée sur ce que chacun de ces documents est nécessaire à l'examen de votre demande auquel il ne pourra être procédé que lorsqu'ils seront tous en possession de l'administration.

(11) Dérogation de nationalité s'il échet, preuve de la connaissance fonctionnelle de la langue française, être de conduite irréprochable...

(12) Lieu de rédaction de votre demande.

(13) Date de rédaction de votre demande.

La présente, ainsi que ses annexes, sont à adresser sous pli recommandé à la poste au « Gouvernement de la Communauté française de Belgique.

Administration générale des personnels de l'enseignement

Direction générale des personnels de l'enseignement de la Communauté française.

A l'attention du Président de la Commission d'habilitation à l'exercice de fonctions en langue d'immersion.

Boulevard Léopold II 44

1080 Bruxelles »

Vu pour être annexé à l'arrêté du 12 mai 2004 relatif à la procédure d'examen des demandes d'habilitation à enseigner en langue d'immersion.

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
Ch. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme Fr. DUPUIS

Annexe 2

Attestation en vue de l'introduction d'une demande d'habilitation
à l'exercice de fonctions en langue d'immersion en Communauté française de Belgique

Le (La) soussigné(e) ..... (1)

atteste par la présente qu'en sa qualité de ..... (2)

être légalement compétent pour certifier, et certifie, que,

Nom : (3)

Prénom : (4)

Nationalité : (5)

né(e) à ..... (6) le ..... (7)

Est titulaire du diplôme de ..... (8), délivré le ..... (9), par ..... (10),

est, sur la base de ce diplôme, habilité(e) à enseigner dans les établissements d'enseignement reconnu(s) par l'Etat ..... (11)

la ou les matière(s) suivante(s) : (12)

-

-

-

à des élèves ou étudiants, en âge habituel de scolarité, âgés de ..... à ..... ans. (13)

Fait à ..... (14) ....., le ..... (15) .....

Sceau de l'autorité. Signature

(16) (17)

(1) Nom et prénom du déclarant.

(2) Fonctions exercées et dénomination officielle du service public où sont exercées ces fonctions.

(3) Nom du requérant.

(4) Prénom du requérant.

(5) Nationalité du requérant.

(6) Ville et pays de naissance du requérant.

(7) Date de naissance du requérant.

(8) Intitulé du diplôme sur la base duquel le requérant est habilité à exercer des fonctions d'enseignant.

(9) Date de délivrance de ce diplôme.

(10) Nom de l'établissement d'enseignement qui a délivré ce diplôme et pays où il est situé.

(11) Pays dans lequel le requérant est habilité à exercer des fonctions enseignantes.

(12) Matières que le requérant est habilité à enseigner.

(13) Tranche d'âge des élèves ne présentant aucun retard dans leur scolarité auxquels le requérant est habilité à enseigner.

(14) Lieu de rédaction de la présente attestation.

(15) Date de rédaction de la présente attestation.

(16) Apposer ici le sceau de l'autorité où le signataire exerce ses fonctions.

(17) Signature du déclarant, légalisée sauf convention internationale contraire, par la mission diplomatique ou le poste consulaire belge du pays où est établie l'attestation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 12 mai 2004 relatif à la procédure d'examen des demandes d'habilitation à enseigner en langue d'immersion.

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
Ch. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme Fr. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 3878 [2004/202591]

12 MEI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de procedure voor het onderzoek van de aanvragen om toelating tot het onderwijzen in de taal van onderdompeling

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 2 en 3 van het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 maart 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 maart 2004;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van de vakorganisaties, gesloten op 19 april 2004 binnen het Sectorcomité IX en het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - Afdeling II - in gezamenlijke vergadering;

Gelet op het advies nr. 37.033/2 van de Raad van State, gegeven op 28 april 2004, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om dit besluit goed te keuren zodat de betrokkenen kennis kunnen nemen van de te volgen procedure om hun aanvraag geldig in te dienen en om de bevoegdheid te bekomen, in voorkomend geval, om in een taal van onderdompeling te onderwijzen vóór het begin van het volgende schooljaar en om aanverworven te worden overeenkomstig de statutaire regels;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport, de Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. » , de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs en de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en het Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Afdeling 1. — Definities

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1. « Commissie » : de Commissie voor de toelating tot het onderwijzen in een taal via onderdompeling, ingesteld bij het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs;

2. « toelating » : de beslissing waarmee de Regering, na advies van de commissie, machtiging verleent om de ambten van onderwijzer of leraar algemene vakken belast met de lessen in de taal van onderdompeling uit te oefenen, op hun aanvraag aan, de houders van een diploma of buitenlands studiegetuigschrift uitgereikt na een onderwijs in de Nederlandse, Engelse of Duitse taal en toegelaten in het land van uitreiking van het voornoemde diploma of getuigschrift om de ambten van onderwijzer uit te oefenen in het erkende onderwijs van dat land.

Afdeling 2. — De Commissie

Art. 2. De commissie is samengesteld uit :

1. de directeur-generaal van de algemene directie onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap, die het voorzitterschap ervan waarneemt;

2. een lid, dat een ambt bekleedt in voormelde algemene directie, houder van tenminste een graad van rang 12;

3. twee leden, die een ambt bekleden in de algemene directie niet-verplicht onderwijs, titularis van tenminste een graad van rang 10, en er aangesteld voor de taken van administratief beheer van de aanvragen voor academische gelijkstelling en professionele erkenning van buitenlandse diploma's of studiegetuigschriften;

4. drie leden, vertegenwoordigers van elke vakorganisatie aanwezig in het onderhandelingscomité, sector IX, opgericht ter uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de Regering en de vakbonden van haar personeel.

Elk lid wordt voorzien van een plaatsvervanger.

Bij afwezigheid van de voorzitter wordt de commissie voorgezeten door het in punt 2, tweede lid van dit artikel bedoelde personeelslid, in voorkomend geval, of door zijn plaatsvervanger.

De commissie kan, in functie van de behoeften, zich laten bijstaan door deskundigen, die meer bepaald leden zijn van de inspectiediensten van het onderwijs.

Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door een personeelslid van de Regeringsdiensten, algemeen bestuur onderwijzend personeel, houder van tenminste een graad van rang 10.

Afdeling 3. — Procedure

Onderafdeling 1. — Indiening en onderzoek van de aanvragen

Art. 3. De aanvragen tot toelating worden bij aangetekende brief bij de Regering ingediend, ter attentie van de directeur-generaal van de Algemene Directie onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap, op het postadres van de Regeringsdiensten.

Art. 4. De aanvragen worden opgesteld volgens het model bepaald in bijlage 1 van dit besluit.

De aanvrager voegt hierbij de volgende documenten :

1. een eensluidend afschrift van het diploma op basis waarvan de aanvrager toegelaten wordt, in het land waar het uitgereikt wordt, het ambt van leerkracht uit te oefenen;

2. het origineel van een attest opgesteld, overeenkomstig het model bepaald in bijlage 2 van dit besluit, door de bevoegde overheid van het land van uitreiking van het diploma om het vervullen door de aanvrager van de voorwaarden met het oog op de uitoefening van het ambt van onderwijzer in het erkende onderwijs van voormeld land te bevestigen of, bij gebrek hieraan, elk document van de voormelde overheid waarbij de naleving door de aanvrager van de voornoemde voorwaarden wordt bevestigd; de ondertekening van deze overheid op het getuigschrift of, bij gebrek hieraan, op elk bewijsdocument is, behoudens andersluidende internationale overeenkomst, gelegaliseerd door de diplomatieke zending of de Belgische consulaire post bevoegd voor dat land;

3. een afschrift van de documenten met zijn / haar identiteit;

4. een « curriculum vitae », in het Frans opgesteld, met in voorkomend geval de beroepservaring verworven als leerkracht.

Er wordt bij elk document opgesomd onder de punten 1 en 2 van het vorige lid een originele vertaling gevoegd, verricht door een beëdigd vertaler bij een Belgische rechtbank.

Art. 5. De secretaris zorgt, onder het toezicht van de voorzitter, voor het onderzoek van de aanvragen.

Bij twijfel aan de echtheid van de documenten neergelegd ter staving van een aanvraag kan de voorzitter elke nodige beslissing nemen met het oog op hun nazicht, inzonderheid door van de aanvrager bijkomende inlichtingen of documenten te eisen.

Wanneer een aanvraag door de Commissie kan worden onderzocht, brengt de voorzitter de aanvrager ervan op de hoogte.

Onderafdeling 2. — Onderzoek van de aanvragen tot toelating

Art. 6. De commissie vergadert elk jaar in de loop van de maand november. Bovendien komt ze bijeen op elk ander ogenblik, indien nodig, op initiatief van haar voorzitter.

De voorzitter roept de leden bijeen. Het verhinderde lid roept zijn plaatsvervanger op.

Ze vergadert geldig wanneer ten minste de helft van haar leden aanwezig is.

Haar adviezen worden genomen bij gewone meerderheid van stemmen van de aanwezige leden.

Bij staking van stemmen is de stem van haar voorzitter beslissend.

Onderafdeling 3. — De toelatingen

Art. 7. De Regering, na advies van de commissie, baseert haar beslissing louter op de professionele rechtsgevolgen, door de inzake het onderwijs van het land van uitreiking bevoegde overheden toegekend aan het diploma of het buitenlandse studiegetuigschrift waarvan de toelating tot het onderwijzen in de taal van onderdompeling wordt gevraagd.

De beslissing omtrent de toelating tot het uitoefenen van ambten in de taal van onderdompeling maakt het voorwerp uit van een besluit van de Regering dat de volgende gegevens bepaalt :

1. de ambten van kleuteronderwijzer belast met de lessen via onderdompeling, van onderwijzer voor lager onderwijs belast met de lessen via onderdompeling, van leraar algemene vakken, belast met de lessen via onderdompeling in het lager secundair onderwijs of van leraar algemene vakken belast met de lessen via onderdompeling in het hoger secundair onderwijs, die de houder van een buitenlands pedagogisch bekwaamheids-bewijs gemachtigd is uit te oefenen.

2. de taal van onderdompeling waarin dat ambt kan worden uitgeoefend;

3. het diploma van kleuter- of voorschools onderwijzer, onderwijzer voor het lager onderwijs, van geaggregeerde lager secundair onderwijs, van geaggregeerde hoger secundair onderwijs waarmee het buitenlandse pedagogische bekwaamheidsbewijs overeenstemt, zonder specifiëring voor de laatste twee van respectievelijk de afdeling of de groep waaronder hij valt.

Voor het ambt van leraar algemene vakken belast met de lessen via onderdompeling, vermeldt voormeld besluit het vak of de vakken die de houder van het bewijs, voorwerp van de toelating, mag geven.

Van elke beslissing, samen met een afschrift van het advies van de Commissie, wordt aan de aanvrager kennisgegeven in de vorm van een eensluidend afschrift dat bij aangetekende brief wordt verstuurd.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid de statuten van de personeelsleden van het onderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 mei 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
Ch. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. Fr. DUPUIS

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 3879 [2004/202593]

12 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française pris en exécution de l'article 39 du décret du 20 décembre 2001 fixant le statut des membres du personnel du service d'inspection de la Communauté française pour l'enseignement maternel, l'enseignement primaire et l'enseignement fondamental ordinaires subventionnés par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant le statut des membres du personnel du service d'inspection de la Communauté française pour l'enseignement maternel, l'enseignement primaire et l'enseignement fondamental ordinaires subventionnés par la Communauté française, notamment l'article 39;

Vu le protocole du Comité de négociation de Secteur IX du 26 mars 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 avril 2004 en application de l'article 84, § 1er, 1o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 12 mai 2004,

Arrête :

Article 1er. La vacance d'emploi de la fonction de promotion d'inspecteur principal à conférer est portée à la connaissance des membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné susceptibles d'être nommés par lettre-circulaire.

La lettre-circulaire visée à l'alinéa 1er est adressée aux membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné sous pli recommandé à la poste. Elle invite les membres du personnel, intéressés par les emplois à conférer, à introduire leur candidature.

Les candidatures doivent être envoyées, par lettre recommandée à la poste, à l'adresse indiquée dans la lettre-circulaire visée à l'alinéa 1er et introduites dans la forme et le délai fixés par la lettre-circulaire.

Le délai dans lequel les candidatures doivent être introduites ne peut être inférieur à dix jours ouvrables. Il prend cours le lendemain de la date de l'envoi de la lettre-circulaire.

Art. 2. Le Ministre ayant le statut des personnels de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 mai 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
Ch. DUPONT

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE